

**L'Orateur suppléant (M. Turner):** A l'ordre. Je dois malheureusement informer le député qu'il a épuisé son temps de parole. Il peut continuer avec le consentement de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

**Des voix:** D'accord.

**Des voix:** Non.

**L'hon. Alvin Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain):** Monsieur l'Orateur, la Chambre est saisie de cette motion très simple pour qu'elle puisse étudier à fond les différents arguments défendus tant dans notre pays qu'ailleurs pour réagir à la crise économique de notre époque. Il serait inutile que je m'étende longuement sur les données de cette crise. Tout le monde au Canada sait combien les prix, combien le chômage et le déficit budgétaire ont augmenté au cours des quatre ou cinq dernières années. Dans tous les pays du monde, les gens sérieux débattent de cette question alors qu'ici on refuse de nous donner la chance de l'étudier.

Il y aurait lieu, je pense, d'inscrire au compte rendu ce qui se passe dans d'autres pays. Les États-Unis, par exemple, suivent exactement la même politique que nous pour faire face à des difficultés semblables aux nôtres. Eux aussi ont un déficit. Eux aussi ont une balance commerciale déficitaire. Eux aussi ont des prix élevés mais que font-ils pour remédier à tous ces inconvénients? Gardent-ils les questions secrètes, prenant bien soin de ne pas en parler? Permettez-moi de vous lire un extrait d'un article paru dans le *Saturday Review* du 6 janvier de cette année. Je vais le lire lentement parce qu'il est de notre devoir de bien l'écouter.

Une nouvelle théorie circule actuellement à Washington, qui bouleverse les débats des professionnels de l'économie et les données politiques de l'Amérique contemporaine. Elle met en doute les prévisions des pontifes politiques. Elle déconcerte la direction du Congrès. Elle promeut les fortunes politiques de ceux qui la préconisent tout en provoquant de violentes réactions chez des économistes de nuances très diverses. Des hauts fonctionnaires, membres du cabinet, l'ont dénoncée. Et le président a dû faire face au fait qu'un certain nombre de ses initiatives législatives ont été rejetées à cause de ce nouveau concept.

Quel est donc ce nouveau concept qui fait fureur aujourd'hui dans tous les milieux intellectuels aux États-Unis et qui a bouleversé le Congrès à tel point que le mois dernier trois parties importantes du budget du président Carter ont été défaites? Nos média prouvent-ils qu'ils sont conscients du grand débat qui se poursuit aux États-Unis sur le même sujet dont nous nous préoccupons ici au Canada? Un silence de mort flotte sur la nation. Le sujet dont on discute aux États-Unis, c'est une simple vérité élémentaire, soit que, depuis 30 ans, les économistes qui guident nos gouvernements aux États-Unis, au Canada et ailleurs, se sont constamment fourvoyés. Voilà de quoi on discute.

Sûrement, le poids des preuves qui depuis 20 ans s'accumulent dans tous les pays occidentaux prouve la fausseté inhérente à la théorie dont s'inspirent les conseillers de nos gouvernements en matière économique. Je songe ici non seulement aux questions monétaires, mais aux problèmes fiscaux qui nous préoccupent le plus. Pourtant, la question a été soumise au gouvernement, cette autre théorie a été proposée au Parlement. Pas plus tard qu'il y a trois ans, nous les avons abordés ici, ces sujets dont on traite fiévreusement à Washington, le parti républicain se ralliant à la nouvelle théorie comme aussi de nombreux démocrates, en nombre suffisant pour défaire le

gouvernement sur trois votes. Nous n'avons pas attendu 1979 pour commencer à en parler ici, de cette théorie.

J'ai ici un hansard qui remonte à trois ans, dans lequel on donne un compte rendu du premier budget du ministre des Finances (M. Chrétien) alors que mon parti, de l'opposition, a tenté de lui proposer des théories autres que celles que préconisaient ses propres conseillers. Je ne puis, et n'ai pas l'intention, de lire le discours tout entier que j'ai fait le 8 juin 1976, mais j'aimerais en verser certains passages au hansard. En voici un premier extrait:

● (2110)

Le député de Waterloo-Cambridge n'a pas émis une nouvelle philosophie, car celle-ci a été clairement exposée comme solution de rechange par le Conseil économique du Canada il y a six ou sept ans. Ce principe est le suivant: lorsqu'on a un grand nombre de chômeurs et 15 ou 20 p. 100 de la capacité de production inutilisée, si l'on fait travailler ces chômeurs et utilise à plein cette capacité de production, alors il n'y a pas d'inflation.

Cette thèse a été énoncée par le député de Waterloo-Cambridge (M. Saltsman). Il avait alors fait un sérieux effort pour engager le débat. Je dois dire que je m'y emploie moi-même depuis 15 ans, mais je me suis quand même levé et lui ai transmis, à ma façon, mes félicitations pour avoir porté un si vif intérêt à cette question. J'ai ensuite poursuivi en employant le nom qui a été utilisé par le Conseil économique du Canada pour décrire cette théorie: la budgétisation du potentiel. Cette expression a été employée dans quatre ou cinq exposés du Conseil économique du Canada, un organisme que le Parlement a lui-même créé pour conseiller le ministre des Finances et la Banque du Canada. La théorie de la budgétisation du potentiel s'applique en période de chômage, lorsque les usines ne fonctionnent pas à plein rendement, dans le but de produire de nouvelles richesses pour sortir le pays de ses difficultés.

Comme l'a signalé cet après-midi le député de Don Valley (M. Gillies), on ne doit pas comparer le rendement d'un pays avec celui de Tombouctou ou celui du Japon, mais bien avec son rendement optimal. Si un pays ne produit que 70 ou 80 p. 100 de son rendement optimal, chaque dollar qu'il ne gagne pas est irrémédiablement perdu; il y a pour les hommes le problème du chômage, des usines qui ne sont qu'en partie utilisées, les dettes et les inquiétudes des Canadiens.

Nous aimerions en savoir davantage à propos du sujet dont nous parlons. Pour un pays qui est dans la situation du Canada, personne ne sait à quel niveau notre dollar flottant devrait se stabiliser. Nous devons nous laisser guider par notre intuition. Nous aimerions obtenir des conseils. Lorsque le gouvernement a déclaré qu'il allait laisser le dollar flotter, tous les partis se sont dits d'accord. Ne l'oublions pas. Mais ce qui a suscité le désaccord, c'est que les conseillers du gouvernement ont persuadé le ministre de prendre la parole à la Chambre pour déclarer que le dollar flottait toujours alors qu'il ne flottait plus. En fait, le gouvernement puisait à pleines mains dans les réserves pour empêcher le dollar de sombrer, sans parler de l'argent qu'il empruntait. Mais sa plus grande faute a été de hausser le taux d'intérêt des banques sept fois en moins d'un an, comme si les taux d'intérêt croissants pouvaient empêcher le dollar de sombrer. Des preuves quantitatives démontrent, comme l'a mentionné le député de Don Valley cet après-midi, qu'on se trompe en pensant qu'on va maintenir la valeur du dollar en haussant les taux d'intérêt. De nombreux pays en ont fait tour à tour l'expérience. Je songe plus particu-